

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

Elengy trouvait intéressante l'approche théorique de Pöyry, basée sur une analyse des équilibres de flux et de prix à grande échelle pour trois grands scénarios contrastés, mais regrette vivement que la pertinence des résultats ait été largement amoindrie par une accumulation de biais sur le périmètre de calcul qui n'ont pas été clairement explicités malgré les demandes formulées en concertation. Ce traitement peu rigoureux des conditions aux limites est source de suspicion.

Pour prendre un exemple, tout volume supplémentaire gazeux en zone sud est supposé modifier la ressource d'équilibre et donc le prix à la baisse sur la zone sud, Espagne comprise. A contrario, cela revient à créer un assèchement marginal au nord, France et pays frontaliers compris, et donc un renchérissement marginal. Si le modèle est correctement réalisé, Pöyry est en mesure de fournir cette valeur qui est probablement très faible par MWh, mais qui doit être multipliée par un nombre conséquent de TWh. Avant d'affirmer que l'impact est nul il serait plus honnête d'afficher un tableau exhaustif des impacts bruts sur chaque sous-zone de la plaque européenne. Cela aurait permis de faire la part entre les gains sur les coûts d'approvisionnement et une plus grande socialisation du prix marginal dans un resserrement européens des prix.

De même le traitement des terminaux méthaniers prête à confusion. Si le périmètre d'analyse est bien la France, infrastructures comprises, il ne faut pas intégrer le coût des terminaux comme un élément variable exprimé en €/MWh, très sensible à la quantité de GNL importée en fonction des scénarios, mais plutôt comme un coût fixe (les investissements sont déjà fait). L'écart en valeur actualisé peut être de plusieurs centaines de millions d'euros.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

Nous ne pouvons partager l'analyse car faute d'une présentation complète partagée, Elengy est dans l'incapacité d'approuver ou contester les résultats.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE, en ce qui concerne les résultats de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

Cf question 1

Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

L'analogie sur les prix de l'hiver 2013/2014 est excessive. Les prix sont formés sur des volumes dérisoires par rapport aux volumes consommés en zone sud et susceptibles de diverger plus fortement dans un contexte de tension à la fois sur le GNL et le remplissage des Stockages.

Elengy ne s'oppose pas aux orientations proposées par la CRE mais demande en parallèle que l'on inscrive aussi le passage en capacité interruptionnelle ou conditionnelle de toutes les capacités long terme de sortie aux PIRs de la zone sud non souscrites à ce jour, avant d'acquiescer la certitude que la fusion grâce aux investissements décrits ne requière effectivement pas de mesures complémentaires. Il conviendrait en effet d'éviter de se retrouver dans la situation de cet hiver où l'on découvre que la fusion des zones Nord et Ouest a été en fait réalisée sur une base fragile. Le traitement de la contrainte Nord-Ouest a nécessité plusieurs mois de discussions et n'a pu être temporairement mise de côté que par l'occurrence fortuite d'un hiver doux.

Par ailleurs, Elengy demande des éclaircissements sur le traitement des futures demandes d'augmentation de capacités d'entrées au sud de la France, et plus particulièrement pour les terminaux de Fos.

- 1) En cas de développement, un test économique raisonnable permet-il de lancer aisément la réalisation du projet Eridan (cœur de réseau) ?
- 2) Existe-t-il des capacités alternatives développables de Fos vers le Nord via le réseau TIGF ?

Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Elengy n'est pas favorable à la mise en place d'une fusion qui serait trop déconnectée des possibilités physiques du réseau, sachant qu'aucun consensus n'existe à ce jour sur le traitement des congestions massives et le portage des coûts associés. Là encore, l'expérience de cet hiver sur la congestion Nord-Ouest incite à la prudence.

Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

Les idées envisagées (le cas échéant de la compétences du ministère) sont dangereuses pour l'attractivité des terminaux en France. Elengy sera attentive à toute discrimination qui pourrait être tentée à l'encontre des expéditeurs présents et futurs sur les terminaux par rapport à ceux présents sur les PIRs.

Si telles obligations étaient mises en place, ceci serait une aubaine pour les acteurs souhaitant disposer de gaz en zone sud sur un signal prix 'court terme' tout en refusant totalement d'assumer que du GNL est nécessaire au Sud et que son coût n'est pas nécessairement corrélé à celui du gaz gazeux de la zone nord.

Elengy rappelle que du fait de la libéralisation des marchés en Europe une part toujours plus faible des capacités de regazéification est adossée à des contrats long terme qui ne sont pas éternels et dont la reconduction n'a rien d'évident, et le sera encore moins si l'on refuse aux contrats long terme le bénéfice d'une partie de la flexibilité inhérente au GNL.

A contrario, dans un monde sans contrat long-terme, que certains considèrent comme l'objectif à atteindre, le signal de prix Asie/Europe spot sera le seul critère d'arrivée ou non des cargaisons en zone sud.

Pour les expéditeurs prêts à participer à l'approvisionnement physique de la zone Sud, Elengy rappelle que 2 Gm3/an de capacités long terme et 1 Gm3/an de capacités court terme sont disponibles sur le terminal de Fos Cavaou.

Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacité Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

Trois remarques peuvent être faites par Elengy.

- Les terminaux méthaniers ont augmenté le niveau de transparence sur les prévisions de flux aux PITTM à la demande du régulateur (délibération du 20 juin 2013) mais Elengy constate que rien de tel n'est demandé aux PIRs, ce qui peut être source de distorsions futures en cas d'appels aux marchés.
- Elengy rappelle le cas spécifique de Montoir. Selon les annexes du Code Réseau de GRTgaz disponibles en ligne, les flux depuis Montoir créent de la capacité vers le sud. Le cas échéant, il ne faudrait donc pas oublier d'inclure le PITTM Montoir dans la liste des points utilisables en cas d'appel à flux via des mécanismes de marché en été. De manière générale, il convient d'élargir autant que possible la liste des points utilisables pour chaque contrainte identifiée afin de maximiser le nombre des acteurs pouvant contribuer à sa résolution au meilleur coût.
- Les caractéristiques techniques des terminaux régulés et la définition des services offerts qui en découle font que ceux-ci ne sont pas adaptés à une demande rigide de flux garanti quotidien. Un approvisionnement GNL doit se préparer avec suffisamment de préavis et donc un pas mensuel ou trimestriel semble plus approprié. Si GRTgaz exige un engagement exprimé en débit quotidien, les expéditeurs doivent pouvoir avoir la possibilité de répondre à de tels appels d'offre non seulement sur un point spécifique mais sur un bouquet de points de la zone sud (binôme PITTM/PITS par exemple) pour que GRTgz puisse bénéficier de l'effet portefeuille des expéditeurs de la zone sud dans les réponses à ses appels d'offre, faute de quoi il y aurait un biais en faveur des PIRs et une sous-optimisation du résultat.

Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

La mesure concernant les rechargements est discriminatoire. Les expéditeurs exportant vers l'Espagne pourront continuer à réaliser des rechargements à concurrence de la sollicitation maximale des capacités fermes déjà souscrites à l'interface TIGF/Espagne, qui traduisent déjà une anticipation forte du marché à vouloir minimiser les importations de GNL/maximiser les rechargements dans la péninsule ibérique.

Les conséquences à moyen terme risquent d'être à l'opposé du résultat espéré. En effet les rechargements portent sur une partie seulement des quantités déchargées, le reste étant émis sur le réseau. En cas de contraintes trop fortes, les expéditeurs seront tentés de dévier les déchargements vers d'autres ports, faisant perdre le bénéfice du reliquat à la zone sud.

De plus, il semble que le seul fait d'afficher l'idée d'une possible interdiction des rechargements a déjà eu un impact sur le comportement des utilisateurs. Elengy demande que cette option soit clairement exclue dans les communications futures pour que les terminaux de Fos ne soit pas placés dans une situation compétitive défavorable par rapport aux autres terminaux européens.

Elengy approuve la conversion des capacités invendues à l'interface France-Espagne en capacités conditionnelles.

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

La situation en zone sud d'ici 2018 n'est inquiétante que pour une fraction limitée des acteurs/consommateurs en zone sud qui n'ont pas su/voulu sécuriser des approvisionnements/prix de long terme en zone sud.

Elengy est opposée à l'idée d'une fusion anticipée faisant fi de la physique sur ces seuls motifs et avec des modalités contraignantes juridiquement contestables. La résolution du problème pour ces acteurs spécifiques doit être traitée autrement.

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

Elengy n'a pas d'autre commentaire.